

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

8 septembre 2016

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

Contre la dictature du profit, la mobilisation de tous est nécessaire

L'annonce, ce vendredi 2 septembre, de la fermeture prochaine du site de Caterpillar a été un choc pour les travailleurs de l'entreprise et pour beaucoup de travailleurs en Belgique. Ce sont 2200 emplois directs et près de 4000 emplois indirects qui risquent de disparaître et ce, pour une seule raison : l'appétit de profit des actionnaires !

Caterpillar n'est pas une PME en difficulté. C'est un groupe international qui vient de faire 550 millions de dollars de profits, rien que sur le dernier trimestre ! La direction du groupe se justifie en disant que ces profits sont en baisse et qu'il faut réduire les coûts.

Pendant des années, les actionnaires de Caterpillar s'en sont mis plein les poches. Qu'est-ce que ça peut faire qu'ils gagnent moins maintenant ? Est-ce que cela justifie de jeter des milliers de personnes au chômage ? Pour nous, c'est inacceptable !

Comble de cynisme : dès l'annonce de la fermeture, le cours des actions de Caterpillar a remonté ! Les actionnaires se réjouissent déjà du malheur des salariés licenciés. C'est la loi des vases communicants dans sa version capitaliste : pour que les uns s'enrichissent, il faut que d'autres s'appauvrissent.

Devant la brutalité de l'annonce, la presse et les politiciens de tous bords se sont empressés de se préoccuper du côté des travailleurs. Mais l'hypocrisie des politiciens est répugnante. Charles Michel parle « d'union sacrée » et Magnette traite la direction de Caterpillar de « voyous ». Mais personne n'est dupe car, en réalité, ce n'est que la manière qui les gêne. Dans le fond, ils défendent le droit des actionnaires à faire du profit contre celui des travailleurs à avoir un emploi digne de ce nom.

Ils critiquent Caterpillar pour avoir abusé des subsides et des réductions d'impôts. Mais tous les politiciens jouent le jeu de la concurrence pour attirer les entreprises en imposant des concessions sans fin aux travailleurs, sur les salaires et les conditions de travail.

C'est bien le PS aux commandes de la Région wallonne qui a distribué des subsides à Caterpillar sous prétexte de maintenir l'activité sur le site, tandis que l'entreprise licencierait 1300 travailleurs en 2013.

Quant à Charles Michel, comment peut-il prétendre être « à côté des travailleurs » alors que c'est lui et le

MR qui ont mis en place ces fameux intérêts notionnels grâce auxquels Caterpillar paye moins de 5% d'impôts ? Et, aujourd'hui encore, il continue les attaques contre tous les travailleurs en repoussant l'âge de la pension, en bloquant l'index, etc. etc.

Qu'ont-ils à proposer aux travailleurs de Caterpillar à part des larmes de crocodiles ? Ils parlent de reconversion. Mais tout le monde sait, les salariés les premiers, que cela est illusoire, qu'il n'y aura pas de reconversion pour des travailleurs qui ont passé 25 ou 30 ans dans cette usine. La région est déjà sinistrée et les travailleurs n'ont pas besoin de promesses mais d'un travail et d'un salaire digne de ce nom.

Les travailleurs n'ont rien à attendre de la classe politique, ni en général, ni dans ce cas particulier. Les Michel, Magnette, Di Rupo et consorts ne parlent jamais de se battre, ils se contentent de louer la « dignité des travailleurs » quand ils baissent la tête et de les traiter de tous les noms quand ils se défendent.

Et demain, une fois l'émotion passée, ils reviendront nous rabâcher les oreilles avec le coût du travail qui est trop élevé. C'est un jeu de dupes car les patrons exigent toujours plus et ils trouvent toujours de l'herbe plus verte et des salaires plus bas ailleurs.

Ce n'est donc pas de la classe politique qu'il faut attendre quoi que ce soit ; la solution ne peut venir que des travailleurs eux-mêmes. Il y a vingt ans, la direction des Forges de Clabecq a voulu fermer l'usine. La mobilisation des travailleurs dans tout le pays a été telle qu'elle a dû revenir sur sa décision.

Peut-être qu'il ne sera pas possible de faire changer d'avis les actionnaires de Caterpillar, mais il est possible d'exproprier l'usine ou d'obliger l'entreprise à payer les salaires jusqu'à ce que chaque ouvrier et chaque employé ait retrouvé du travail. Voilà qui serait le minimum de justice sociale. Mais ça, aucun politicien ne le propose.

Si les travailleurs de Caterpillar décident de se battre pour leurs emplois, alors leur combat doit être celui de tous les travailleurs du pays. Si, ensemble, ils font reculer le patron, alors c'est tout le monde du travail qui en sortira renforcé.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Cause toujours...

Les délégués peuvent discuter des résultats de l'enquête sur l'uniforme dans le Comité Masse : tirtettes, tissus, coupes, normes à respecter, etc. La direction confirme bien qu'elle respecte les compétences de ce comité mais rappelle que le choix de l'uniforme et de la société qui les fournit est une prérogative de la direction générale. À la fin, les travailleurs ne décident pratiquement rien.

Embauche massive !

Si les stagiaires et les contrats premier emploi qui font un travail utile ne sont engagés finalement en CDI qu'à moins de 50%, c'est parce que la direction mène une politique de sous-effectif. Il faut exiger l'embauche définitive de tous les salariés précaires et, au-delà, augmenter les effectifs par la réduction du temps de travail sans perte de salaire.

Marre de l'attente !

Dans les restaurants et cafétérias, les files sont longues et la durée d'attente est inacceptable. Beaucoup de salariés n'ont qu'une demi-heure pour la pause déjeuner et chaque minute compte. Le patron a le culot de prétendre que la longueur des files est de la faute des travailleurs qui veulent des sandwiches frais, préparés à la minute. Or, c'est bien la privatisation de la restauration réalisée par le patron qui en est la cause. Pour être moins cher et obtenir le contrat de sous-traitance, les sociétés comme Aramark ou Sodexo compriment le personnel. Et moins de personnel veut dire un service plus lent. CQFD !

Mépris des travailleurs !

La publicité régulière des procès verbaux (PV) du Comité de Prévention et de Protection au Travail (CPPT) ainsi que du Conseil d'Entreprise (CE) est une obligation légale. Or, la publication des PV du CPPT sur le Cyber a connu un retard de plus d'un an. La direction laisse entendre que ce retard serait dû à une lenteur de traduction des PV en néerlandais. Mais, en réalité, la direction rechigne à engager le personnel de secrétariat nécessaire. Et le respect du droit des travailleurs n'est pas pour elle une tâche administrative prioritaire.

« Au plus vite ... »

À Brel, Delta, Haren, Ixelles et même à l'Usine centrale, les portails sont souvent en panne. Parfois, un seul portail fonctionne ! Nous sommes exaspérés par la récurrence de ce problème qui retarde nos demandes de congés, de permutations... La direction n'ose pas nier la situation mais elle tente de renvoyer

la responsabilité sur les travailleurs en prétendant qu'ils ne signalent pas les pannes dès qu'elles surviennent. Depuis des années, la direction déclare sa « volonté d'améliorer les choses au plus vite ».

La STIB, ce n'est pas la santé !

L'équipe Wellbeing (bien-être) vient de produire une brochure sur les troubles du sommeil. La direction des ressources humaines admet que le travail en horaire décalé n'aide pas à bien dormir, mais elle n'a rien d'autre à proposer pour retrouver un sommeil de qualité que d'adopter les « bons comportements ». Pour mieux dormir, il faut supprimer les hors roulements, augmenter le temps de repos entre services, diminuer la charge de travail !

Sécurité ou recettes ?

Malgré le budget accordé par le gouvernement en 2012 suite au meurtre de notre collègue Iliaz Tahiraj, les moyens affectés à l'intervention ne sont pas en rapport avec les besoins. Les délais d'intervention n'ont pas diminué mais les moyens affectés au contrôle par contre ne cessent de croître. La direction avait en effet annoncé dans son plan d'entreprise des millions d'économies par la répression de la fraude. Les mesures décidées après les attentats du 22 mars ne vont pas inverser la tendance puisqu'une centaine d'agents vont être recrutés et formés pour assurer « des missions de contrôle des titres de transport, de prévention et de sécurité ». Entre notre sécurité et les recettes, le patron a depuis longtemps tranché !

Nous voulons un vrai soutien !

La direction relance son programme d'accompagnement. Du 19 au 23 septembre, des membres du personnel administratif vont accompagner des chauffeurs de bus et de tram dans leurs véhicules. Le soutien au personnel de conduite est minime, il s'agit surtout d'une opération de communication auprès des usagers pour donner une bonne image de l'entreprise. Ce qu'il faudrait exiger, ce sont des accompagnateurs pour décharger les chauffeurs du contrôle des titres de transport, du renseignement aux usagers, des rapports administratifs, de la gestion des conflits et des accidents ...

Agressions : exiger des comptes !

Il existe un Comité de Prévention Sécurité (CPS). Mais la direction n'y présente pas systématiquement les cas d'agression, même graves. Elle les noie dans la longue liste des AT. La direction rechigne même à respecter ses engagements et informer les délégués syndicaux localement. Il faut briser ce silence !